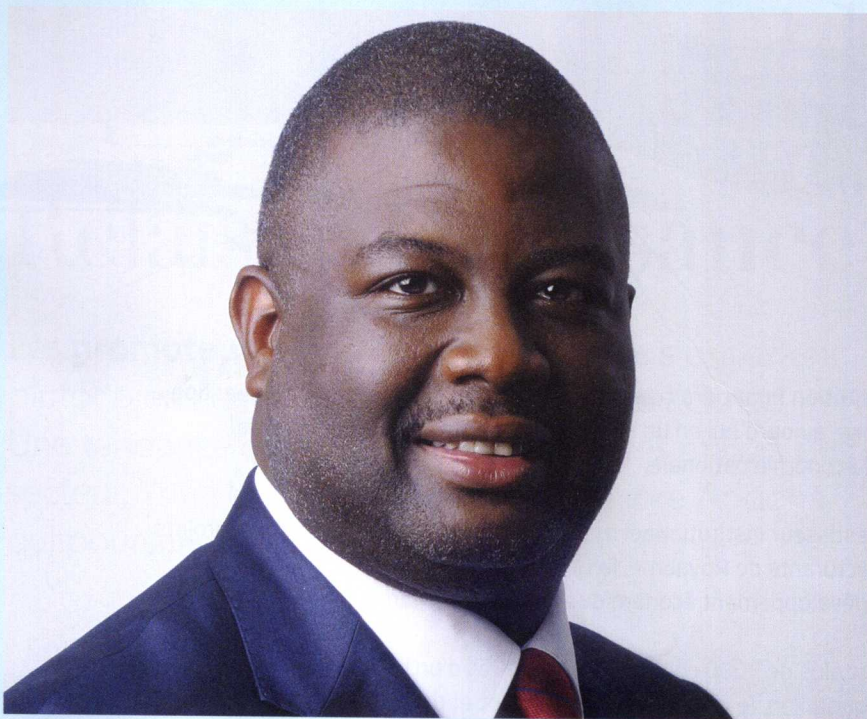


La libre circulation profitera aussi aux travailleurs marocains

Le Maroc est le premier investisseur africain dans le continent. Cette donne conforte la dynamique d'investissement qui tend à se substituer à la logique d'aide au développement. Eclairage d'**Abdou Diop**, associé gérant du cabinet Mazars Maroc.



L'approche d'aide au développement cède de plus en plus le terrain à celle de l'investissement en Afrique, est-ce une bonne nouvelle pour le développement du continent?

Il n'y a véritablement pas d'intérêt à opposer l'investissement à la logique d'aide au développement. L'investissement est à mon sens

un meilleur vecteur de développement. La question est de savoir si l'on est obligé de fonctionner sur cette dichotomie qui consiste à choisir l'un au détriment de l'autre. Il me semble qu'il faut, d'une part, s'organiser pour mieux canaliser l'aide au développement et l'orienter vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Et d'autres part, mettre en place des incitations suffisamment

fortes pour continuer à attirer des investissements étrangers, les IDE étant un facteur clé, indispensable aujourd'hui au développement du continent.

Justement, en parlant d'IDE, les transferts de la diaspora africaine représentent la première source de revenu pour le continent. Aucun effet, en revanche, sur la croissance.

Les ressources de la diaspora sont le plus souvent orientées vers la consommation d'abord. Certes, ces transferts ne génèrent pas de l'emploi direct mais favorisent la consommation intérieure. Les milliards de dollars que drainent tous les ans les économies africaines représentent une puissance financière non négligeable, qui dépasse largement l'ensemble des aides internationales au développement perçues. Et comme la diaspora est soucieuse de sécuriser son épargne, la logique voudrait que ses flux aillent drainer le secteur immobilier après la consommation. L'investissement dans la pierre permet de faire tourner l'un des secteurs pilier de l'économie africaine. Plusieurs programmes de logement ont d'ailleurs eu le vent en poupe, principalement, du fait de la mobilisation de la diaspora dans leur pays d'origine. Maintenant, la grande démarche c'est de réfléchir à une offre qui permettrait de fructifier cette épargne en l'orientant vers des secteurs productifs.

Il faut mettre le paquet sur le renforcement de l'agriculture et l'agro-industrie

Les solutions de financement dans ce sens ne manquent pas. Qu'est-ce qui différenciera l'offre marocaine dans un marché bancaire africain où la concurrence s'intensifie de plus en plus?

Le secteur bancaire africain évolue vers une concentration comparable à l'évolution observée dans le monde. La plupart des banques à dimension panafricaine ont revu leur politique commerciale en diversifiant leur gamme de services, en capitalisant notamment sur les nouvelles technologies. La forte progression des banques marocaines place le Maroc comme acteur important sur le continent. Le fait d'avoir le deuxième réseau bancaire le plus puissant du continent et le premier en assurance est gage de crédibilité, et conforte le positionnement du pays en tant que hub africain, notamment auprès d'entreprises qui souhaitent développer leur business en Afrique. Un positionnement intéressant qui permet aux banques marocaines de gagner en confiance et d'asseoir une dynamique de développement qui intègre le développement de produits spécifiques aux marchés africains.

Le capital suffit-il à lui seul à stimuler la croissance du continent?

Le financement n'est pas le socle sur lequel il faut bâtir une croissance pérenne. Le premier défi est de créer un cadre institutionnel qui favorise le développement d'un capitalisme entrepreneurial local, respectueux des enjeux sociaux et environnementaux. Le capital doit, en effet, matcher avec un tissu entrepreneurial. Il faut au préalable stimuler la fibre entrepreneuriale chez la jeunesse africaine, pour une croissance qui se doit d'être la plus inclusive possible.

L'Afrique représente certes une croissance structurelle de 5% en moyenne, mais son poids dans la production industrielle mondiale s'établit en dessous de 2%. Par où commencer pour faire valoir

le potentiel industriel de notre continent?

Nul ne peut nier que le continent a pris énormément de retard. Pour combler ce retard accumulé, il faut renforcer trois axes majeurs: Investir massivement dans les infrastructures, de réseaux, de transport, afin d'assurer une connexion optimale aux populations; accélérer la transformation de son modèle de croissance et fabriquer des produits à plus haute valeur ajoutée au profit d'une agriculture durable. L'Afrique produit des ressources incommensurables et dispose de la plus importante surface arable de la planète mais ne capitalise pas assez sur son potentiel industriel agroalimentaire. Enfin, monter des modèles de développement ayant pour vocation d'intégrer la chaîne de valeur mondiale, à l'instar de ce que fait le Maroc au niveau des écosystèmes automobile, et aéronautique, où l'on a su développer un modèle totalement connecté sur la chaîne de valeur mondiale avec une valeur ajoutée locale. Opérer cette symbiose permettrait, in fine, d'améliorer les niveaux d'intégration sur le continent, et résorber les inégalités, la pauvreté, et le chômage endémique qui frappe les jeunes diplômés, qui quittent en masse leur pays.

A ce propos, environ 18 millions de jeunes arrivent annuellement sur le marché du travail, dont plus du tiers sont sans emplois durables. Quelles solutions pour éviter que ces jeunes ne basculent vers le terrorisme où drainent un flux d'immigration qui ne profite pas au développement de leur pays?

Au regard de l'apport de l'agriculture au PIB de l'Afrique, je dirais qu'il faut mettre le paquet sur le renforcement de l'agriculture et l'agro-industrie, considérées comme les moteurs d'une croissance saine et inclusive. Il y a urgence à développer une vraie politique de production intensive agricole, qui intègre en aval la chaîne de valeur mondiale. Il faut trouver les bonnes

passerelles entre les politiques nationales, régionales et continentales pour pouvoir atteindre cet objectif.

Dans l'attente d'une éventuelle intégration de la Cedeao, le Maroc est sur le qui-vive, notamment sur la gestion de la crise migratoire. Depuis peu, le phénomène prend une allure inquiétante. Comment gérer délicatement une telle situation compte tenu de nos engagements vis-à-vis de nos voisins du sud?

Indépendamment de l'adhésion à la Cedeao, le flux d'immigration est perpétuel. Il conviendrait de distinguer entre la migration de talents qui, en soi, est à très forte valeur ajoutée pour le Maroc. Par exemple, la main-d'œuvre agricole qui s'installe au Maroc et profite à l'essor de l'agriculture marocaine. C'est une migration utile qui permet de construire le pays. Et il y a l'immigration de transit vers l'Europe. Peut-être que la grande interrogation par rapport à la Cedeao va faire qu'il y aura une libre circulation des personnes, avec des contrôles limités. Mais il me semble que les avantages de l'intégration sont bien plus importants que les séquelles causées par l'immigration clandestine. La libre circulation profitera aussi aux travailleurs marocains qualifiés, qui y verront de nouvelles opportunités.

L'instauration d'une monnaie unique dopera-t-elle les chances de voir naître une vraie puissance économique régionale?

Le projet de monnaie serait plutôt l'aboutissement d'une intégration régionale aboutie. Il ne faudrait pas que celle-ci soit une fin en soi, mais plutôt un aboutissement. Maintenant, il faut au préalable développer la libre circulation des personnes et des biens. Une fois le système bien rodé. Trouver des points de convergence et étudier par la suite la faisabilité technique, opérationnelle de l'idée. ▀